Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 MAI 1856.

Emploi de terrains acquis pour la construction du canal de dérivation de la Lys.

Note transmise par M. le Ministre des Travaux Publics.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-jointe, une note contenant le résultat de l'enquête ouverte sur l'emploi des terrains acquis pour la construction du canal de dérivation de la Lys.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

A. DUMON.

Bruxelles, le 21 mai 1856.

Ainsi que le Gouvernement s'y était engagé, dans la séance de la Chambre des Représentants, du 2 mai, il a été pris des mesures pour qu'il fut procédé à deux enquêtes au sujet des faits qui avaient été allégués, dans ladite séance, relativement aux terrains acquis, au nom de l'État, pour l'établissement de la partie de la dérivation de la Lys s'étendant depuis le canal de Bruges à l'Écluse jusqu'à l'écluse de mer en construction à Heyst.

Deux griefs avaient été articulés à la charge de l'administration.

En premier lieu, on avait allégué qu'une étendue de terrain considérable avait été acquise avec les récoltes sur pied et que ces récoltes qui, dès lors, appartenaient à l'État, n'avaient pas été vendues au profit du Trésor, de telle sorte que l'État avait été frustré de ce que la vente desdites récoltes aurait pu produire.

On avait allégué, en second lieu, que les mêmes terrains ayant été acquis longtemps avant qu'ils pussent recevoir la destination en vue de laquelle l'acquisition en avait été faite, on avait négligé de les mettre en location jusqu'à ce qu'ils pussent recevoir cette destination; d'où il était résulté un deuxième préjudice pour l'État qui avait été frustré de ce que la location de ces terrains aurait pu rapporter.

Il y avait donc deux points essentiels à éclaircir.

D'une part, il s'agissait de savoir, en premier lieu, et jusqu'à quel point, les faits allégués étaient exacts ; en second lieu, à supposer que les faits eussent été reconnus exacts, à qui avaient profité les récoltes sur pied au moment de l'acquisition des terrains, et par qui ou pour le compte de qui les terrains, dont on n'avait pas disposé immédiatement pour l'exécution des travaux, avaient été cultivés depuis le moment où ils avaient été acquis jusqu'à celui où ils avaient pu recevoir la destination pour laquelle ils avaient été acquis.

D'autre part, il importait de savoir si des fonctionnaires ou agents de l'administration, ou bien avaient manqué à leur devoir en ne faisant pas, en temps opportun, les propositions nécessaires pour que les récoltes sur pied fussent vendues pour le compte de l'État et pour qu'en attendant qu'ils pussent être utilisés pour l'exécution des travaux, les terrains acquis fussent mis en location au profit de l'État, ou bien, avaient eux-mêmes directement ou indirectement profité de ce que les récoltes sur pied n'avaient pas été vendues et de ce que les terrains acquis n'avaient pas été mis en location au profit et pour le compte de l'État.

Il y avait donc lieu de faire procéder à deux enquêtes, ayant pour objet l'une de faire connaître en premier lieu si, et jusqu'à quel point, les faits allégués étaient exacts et, en second lieu, dans l'affirmative, par qui les récoltes sur pied avaient été enlevées, et par qui, ou au profit de qui, les terrains avaient été cultivés, l'autre, de s'assurer si de l'un ou de l'autre de ces deux chefs des actes répréhensibles pouvaient être imputés à des fonctionnaires ou agents de l'administration.

La première de ces enquêtes a été confiée à M. le gouverneur de la Flandre occidentale : elle devait avoir lieu à l'intervention des administrations communales.

Un fonctionnaire supérieur du Département des Travaux Publics a été chargé de procéder à la seconde.

Il résulte, de l'exposé qui précède, et de ce qu'il était de notoriété publique, qu'en général c'étaient les anciens occupants qui avaient enlevé les récoltes sur pied au moment de l'acquisition des terrains et fait cultiver ceux-ci après leur acquisition au nom de l'État, que la première de ces enquêtes aurait dû consister à mettre les anciens occupants individuellement en demeure de dire si, en effet, ils avaient fait enlever les récoltes sur pied et continué à mettre les terrains en culture, après qu'ils avaient été acquis, au nom de l'État, dans l'affirmative, comment ils avaient été amenés à croire qu'ils avaient le droit de le faire ou qu'ils pouvaient le faire sans commettre un acte répréhensible, et, dans la négative, ce qui était à leur connaissance relativement à la question de savoir par qui les récoltes sur pied avaient été enlevées et par qui, ou au profit de qui, les terrains acquis avaient été cultivés après qu'ils étaient devenus la propriété de l'État.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que comme il était possible que les dépositions des anciens occupants se ressentissent, plus ou moins, des craintes que les déposants pourraient éprouver au sujet des conséquences, que pourrait avoir pour eux le fait d'avoir eux-mêmes enlevé les récoltes, et fait cultiver les terrains en question pour leur propre compte, il eut été convenable que l'on commençât par les rassurer, autant que possible, à cet égard, et qu'en tout cas on les prévint que, comme selon toute apparence l'affaire, en question, serait déférée aux tribunaux, il n'y aurait

rien à gagner à faire des dépositions inexactes, attendu que la vérité finirait toujours par être connue.

L'enquête ayant spécialement pour objet de faire connaître si des actes reprehensibles pouvaient être imputés à des fonctionnaires ou agents de l'administration, devait consister à interroger individuellement tous les fonctionnaires, ou agents, qui avaient été en position de pouvoir prendre une part quelconque à ce qui s'était passé, à interroger spécialement chacun d'eux sur ce dont il y avait lieu de croire qu'il avait été particulièrement en position d'être informé et à examiner si, et jusqu'à quel point, les dépositions qui auraient été recueillies, se confirmaient ou se contredisaient au contraire, les unes les autres.

C'est ainsi, en effet, qu'il a été procédé à cette enquête et il convient d'ajouter que le fonctionnaire, qui en a été chargé, a fait ce que l'on a dit plus haut, qu'il eut été convenable de faire à l'égard des anciens fermiers ou occupants.

Avant d'interroger les fonctionnaires et agents qu'il devait entendre, il les a expressément prévenus que, selon toute apparence, l'affaire, dont il s'agissait, serait déférée aux tribunaux et que, par conséquent, la vérité et toute la vérité finirait par être connue.

L'enquête à laquelle il a été procédé à l'égard des fonctionnaires et agents de l'administration est, par conséquent, une enquête non-seulement sérieuse mais sévère, et il y a tout lieu de croire qu'une instruction judiciaire ne pourrait que confirmer les faits qu'elle a révélés.

Mais, il n'en est pas de même de celle à laquelle il a été procédé à la diligence de M. le gouverneur de la Flandre occidentale.

Le délégué de M. le gouverneur s'est borné à relater des allégations dont l'exactitude est pour le moins contestable, sans apporter aucune preuve et sans citer expressément aucune déposition formelle et précise à l'appui de ces allégations.

Il résulte donc, de la manière insuffisante et incomplète à laquelle il a été procédé à l'une des deux enquêtes, auxquelles on avait jugé nécessaire de faire procéder, qu'il est impossible de se prononcer, dès à présent, en parfaite connaissance de cause sur ce qui s'est passé.

Mais, comme il importe, à un très-haut degré, que la vérité et toute la vérité soit connue, le Ministre des Travaux Publics se propose de s'entendre avec son collègue M. le Ministre de la Justice pour faire procéder à une nouvelle enquête en prenant toutes les mesures nécessaires pour qu'elle ait pour résultat de renseigner le Gouvernement, en ce qui concerne les faits comme en ce qui concerne les personnes, de manière à ce que, s'il y a une détermination quelconque à prendre, elle puisse être prise en parfaite connaissance de cause.

Comme cependant il serait fort regrettable, eu égard à la gravité des faits qui ont été allégués, que la Chambre se séparât sans qu'il lui eût été rendu aucun compte du résultat des enquêtes auxquelles le Gouvernement s'est engagé, vis-à-vis d'elle, à faire procéder, il a paru opportun de lui faire connaître les faits qui, dès à présent, peuvent être considérés comme acquis et avérés.

Les terrains à acquérir pour servir à l'établissement de la partie de la dérivation de la Lys, qui en forme la quatrième section, laquelle s'étend depuis le canal de Bruges à l'Écluse jusqu'à l'Écluse à la mer en construction à Heyst, ont été acquis, en partie, en 1853, mais en majeure partie en 1854.

C'est M. le gouverneur de la Flandre occidentale qui a été chargé de faire procéder à l'acquisition de ces terrains, et conformément à ce qui a lieu généralement par rapport aux acquisitions de terrains à faire pour le Département des Travaux Publics, M. le Gouverneur a confié les détails de l'opération à un fonctionnaire de l'administration des domaines.

Dans la conviction que les travaux seraient immédiatement mis à exécution, sur toute l'étendue de la section prémentionnée de la dérivation, une partie des terrains a été acquise avec les récoltes sur pied.

Mais il est à remarquer que bien que les actes de vente soient soumis à l'approbation du Département des Travaux Publics, comme immédiatement après avoir reçu cette approbation, ils sont renvoyés, sur les lieux, afin d'être soumis aux formalités requises pour les actes de l'espèce et que ce n'est, en général, qu'après que ces formalités ont été remplies et que les prix stipulés aux actes de vente ont été payés, que le Département des Travaux Publics considère les terrains acquis comme étant devenus la propriété pleine et entière de l'État, il résulte de ces diverses circonstances que ce n'est que fort longtemps après que les actes ont été passés, que le Département des Travaux Publics est réellement mis en possession des terrains.

En fait, par rapport à la majeure partie des terrains acquis pour servir à l'établissement de la quatrième section de la dérivation, le Département des Travaux Publics ne s'est trouvé en mesure de pouvoir considérer les terrains acquis comme étant définitivement mis à sa disposition que, lorsque les récoltes sur pied au moment de l'acquisition de ces terrains, avaient déjà été enlevées.

On doit reconnaître, d'ailleurs, que de l'intervention de fonctionnaires appartenant à des administrations différentes, il a pu résulter que ces fonctionnaires se soient reposés les uns sur les autres du soin de faire telle proposition qu'il y aurait lieu relativement à ces récoltes.

Ce qu'en tout cas on croit, dès-à-présent, pouvoir affirmer, sans risquer que l'enquête à laquelle il doit encore être procédé vienne démentir le fait, c'est qu'aucun fonctionnaire ou agent soit du Département des Travaux Publics, soit d'aucun autre Département, n'a ni directement ni indirectement profité de ce que les récoltes en question n'ont pas été vendues au profit de l'État.

Relativement à la mise en culture de terrains, après qu'ils avaient été acquis au nom de l'État, quelques explications sont indispensables pour que l'on puisse bien se rendre compte du véritable état des choses.

Les travaux ayant pour objet l'établissement de la quatrième section de la dérivation, s'étendant depuis le canal de Bruges à l'Écluse jusqu'à l'écluse de mer à Heyst, font l'objet de deux entreprises distinctes, respectivement adjudgées aux sieurs Montangis et Ketels, par décisions ministérielles des 4 avril 1843 et 10 avril 1856.

La première de ces entreprises a pour objet les travaux de construction de l'écluse à la mer de Heyst et de l'écluse de garde de Ramscapelle; ces travaux ont été commencés vers le milieu de 1853.

La seconde a pour objet les travaux de terrassements ainsi que la construction des ouvrages d'art, autres que les deux écluses prémentionnées, des parties de la

dérivation comprises, d'une part, entre le canal de Bruges à Ostende et l'écluse de garde de Ramscapelle et, d'autre part, entre cette écluse et celle de mer, en construction à Heyst.

Les terrains nécessaires pour construire ces deux écluses ont été acquis et occupés dès 1853.

Il ne peut donc être question que de ceux acquis pour servir à l'exécution des travaux dont l'entreprise n'a été adjugée qu'au mois d'avril 1856 ; la superficie totale de ces terrains peut être évaluée à environ 90 hectares.

En fait, sauf environ six à sept hectares, au *maximum*, que des fonctionnaires et agents de l'administration chargés de la direction immédiate et de la surveillance des travaux de la quatrième section de la dérivation, et qui résident sur les lieux, ont cru pouvoir faire cultiver, à leurs frais, et pour leur compte, et qui comprennent quelques parties de prairies dont l'un d'eux a fait récolter le foin, c'est, dès-à-présent un fait acquis, et hors de contestation, que ce sont les anciens fermiers ou occupants qui ont continué à cultiver les terrains en question, pour leur compte, après que ces terrains avaient été acquis au nom de l'État.

Il reste à savoir, puisque l'enquête, à laquelle il a été procédé à cet effet, n'a fourni que des renseignements insuffisants, et puisque tout doute n'a pas disparu à cet égard. Comment, par quelles considérations, ou par suite de quelles circonstances, les anciens occupants ont été amenés à croire qu'ils pouvaient continuer à cultiver les terrains en question, qu'ils savaient avoir été acquis au nom de l'État.

C'est ce que l'enquête à laquelle, ainsi que cela a été dit plus haut, le Ministre des Travaux Publics, se propose de faire procéder, de concert avec M. le Ministre de la Justice, aura pour objet d'éclaircir et, par conséquent, l'un des résultats de cette enquête sera de faire connaître si, par rapport à la mise en culture de ces terrains, des fonctionnaires et agents de l'administration ont posé des actes à raison desquels il y ait des mesures quelconques à prendre à leur égard.

Pour le moment, on se bornera à faire verser au Trésor, par les fonctionnaires et agents, qui ont utilisé à leur profit quelques parties des terrains en question, l'équivalent de ce que cela peut leur avoir rapporté.

Mais en attendant que l'enquête, à laquelle il doit encore être procédé, permette de fixer les opinions sur cette affaire, il importe que, dès-à-présent, on puisse juger pertinemment du dommage qui peut en réalité avoir été causé à l'État.

Ce qui a été avancé, à ce sujet, dans la séance de la Chambre des Représentants du 2 mai est trop grave, pour qu'il soit possible de laisser la Chambre se séparer sans qu'il lui ait été donné, à ce sujet, des explications qui permettent d'apprécier, avec connaissance de cause, le préjudice qu'à la rigueur on pourrait prétendre avoir été causé à l'État.

La superficie totale des terrains, par rapport auxquels il a été stipulé que les récoltes sur pied appartiendraient à l'État, ne s'élève pas en tout à plus de 80 hectares.

En premier lieu, on pourra juger de ce que l'État a réellement payé du chef de ces récoltes, par ce fait que, pour environ 76 hectares, il a été compris dans les prix de vente, à titre d'indemnité, pour l'abandon des récoltes sur pied, en tout fr. 14,592-60, ce qui ne fait pas 200 francs par hectare.

On serait, par conséquent, en droit de prétendre que la vente des récoltes sur

pied, au moment de l'acquisition des terrains, aurait, au *maximum*, produit moyennement 200 francs par hectare, ce qui, à raison de 80 hectares, aurait fait en tout environ 16,000 francs.

Mais à supposer même que la vente des récoltes, dont il s'agit, eut produit de 300 à 330 francs par hectare, le dommage qui aurait été causé à l'État, par suite de ce que ces récoltes n'avaient pas été vendues au profit du Trésor, ne s'élèverait que d'environ 24 à 28 mille francs.

En ce qui concerne la mise en culture des terrains en question, après qu'ils avaient été acquis au nom de l'État, il y a lieu de faire remarquer que sauf les prairies dont on aurait pu vendre l'herbe sur pied, au moment de la fenaison, les terrains dont il s'agit n'auraient pu être loués qu'à la condition que les locataires eussent pu en prendre possession à l'époque où il eut fallu les cultiver et les ensemercer et qu'ils eussent eu la certitude d'en rester en possession jusqu'à l'époque à laquelle ils auraient pu en faire rentrer les récoltes.

Or, dans ces conditions les terrains en question n'auraient pu être mis en location que pendant l'année 1855.

D'une part, en effet, les terrains acquis pour servir à l'exécution des travaux, dont l'entreprise n'a été adjugée qu'en 1856, car il ne peut pas être question de ceux qui ont été acquis pour l'exécution des travaux dont l'entreprise a été adjugée dès 1853, n'ont été acquis en majeure partie qu'en 1854.

D'autre part, ce n'est que vers le milieu de ladite année 1854 que l'on a pu cesser de considérer comme probable que les travaux, dont l'entreprise n'a été adjugée qu'en 1856, ne seraient pas mis en activité dans le courant de 1854.

Il y a donc eu deux motifs plausibles pour que les terrains en question ne fussent pas mis en location en 1854.

D'un autre côté, dès le mois de mars 1856, il a été procédé à l'adjudication de l'entreprise de ces travaux, et ladite entreprise ayant été définitivement adjugée en date du 10 avril, dès le 14 du même mois, les terrains en question ont été mis à la disposition de l'entrepreneur avec invitation de commencer immédiatement les travaux.

Il n'a donc pas non plus pu être question de louer ces terrains au profit de l'État en 1856 et, par conséquent, ils n'eussent pu, à la rigueur, être loués au profit du Trésor qu'en 1855.

Or, l'étendue totale des terrains qui eussent pu, à la rigueur, être loués en 1855 est d'environ 90 hectares, et il résulte des informations qui ont été prises à ce sujet, que ces terrains étaient moyennement loués sur le pied d'environ 90 francs par hectare.

Si donc les terrains avaient pu être loués au taux des anciens fermages, la mise en location de ces 90 hectares aurait produit huit à neuf mille francs.

Des terrains acquis pour servir à l'établissement de la troisième section de la dérivation, s'étendant de Maldeghem au canal de Bruges à l'Écluse, ont été mis en location et le taux auquel ils ont été loués autorise à croire que ceux acquis entre le canal de Bruges à l'Écluse et la mer n'auraient pas, à beaucoup près, pu être loués au taux des anciens fermages.

Il y aurait donc de l'exagération à évaluer de huit à neuf mille francs ce qu'aurait rapporté la mise en location de ces terrains, pendant l'année 1855, comme il

y aurait de l'exagération à évaluer de 24 à 28 mille francs ce qu'eût rapporté la vente des récoltes sur pied au moment où les terrains avaient été acquis.

Par conséquent, eu égard même à ce que l'on eût, peut-être, pu vendre sur pied, en 1854, l'herbe croissant sur quelques parties de prairies acquises dès 1853, on peut affirmer que le dommage, qu'à la rigueur on peut prétendre avoir été causé à l'État, s'élève tout au plus à 36,000 francs.

Et si ce dommage a été causé à l'État, cela est provenu de l'incertitude dans laquelle on s'est trouvé, relativement à l'époque à laquelle on pourrait faire mettre la main à l'œuvre à l'exécution des travaux, dont l'entreprise n'a pu être définitivement adjudgée qu'en 1856.

Il est à remarquer, en effet, que non-seulement cette entreprise a été à plusieurs reprises offerte en adjudication, dans le courant de 1854, mais, en outre, que ce qui a empêché qu'il fut donné suite à ces adjudications, c'est que le montant des plus basses soumissions a toujours dépassé celui de l'estimation dans une proportion telle qu'il n'a pas paru possible d'approuver ces soumissions.